

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SG/W/85

29 novembre 1995

(95-3842)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

QUESTIONS CONCERNANT LA NOTIFICATION DE LOIS ET REGLEMENTATIONS PRESENTEE PAR LE MEXIQUE¹ AU TITRE DE L'ARTICLE 12:6 DE L'ACCORD

La Mission permanente de la Corée a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 23 novembre 1995.

1. L'article 75 de la Loi sur le commerce extérieur prévoit que la détermination relative à l'établissement de mesures de sauvegarde est rendue par l'Exécutif fédéral conformément aux dispositions des traités et accords internationaux tandis que l'article 70 du Règlement d'application de la Loi énonce l'ordre des textes applicables comme suit: "la Loi, les traités signés par le Mexique et le Règlement d'application". Faut-il donc comprendre que les traités internationaux s'appliquent également à d'autres "titres" et "chapitres" qui ne les mentionnent pas expressément comme le font ces deux articles?
2. L'article 45 de la Loi dispose que: "Les mesures de sauvegarde peuvent prendre la forme de droits spécifiques ou de droits *ad valorem*, d'autorisations préalables ou de contingents maximaux". Que signifie ici l'expression "autorisation préalable"? Comment le système fonctionnera-t-il dans la pratique une fois mis en place?
3. En vertu de l'article 77 de la Loi, les mesures de sauvegarde peuvent rester en vigueur plus de quatre ans lorsque cela est justifié. Cela signifie-t-il que la première mesure peut être appliquée pendant plus de quatre ans sans prorogation?

¹G/SG/N/1/MEX/1.